Cahier de doléances du Tiers État de la Chapelle-Craonnaise (Mayenne)

Cahier des doléances de la paroisse de la Chapelle-Craonnaise, bats Anjou, pour être présenté par ses députés à l'assemblée préliminaire d'Angers, le 9 de ce mois, et être réuni aux autres cahiers des paroisses de la sénéchaussée d'Angers, pour du tout n'en former qu'un seul cahier, pour être présenté aux États généraux du royaume qui doivent se tenir à Versailles le 27 avril prochain, le tout pour obéir aux ordres de Sa Majesté, portés par ses lettres données et Versailles le 24 janvier 1789, pour la convocation et tenue des États généraux du royaume, et satisfaire au Règlement y annexe, ainsi qu'à l'ordonnance de M. le lieutenant particulier de la sénéchaussée d'Angers, pour la vacance du sénéchal et lieutenant général, du 14 février 1789.

1° Les paroissiens et communauté de La Chapelle-Craonnaise demandent que les députés aux États généraux y sollicitent le rétablissement des droits imprescriptibles de la nation, en conséquence, que nul impôt, ne puisse être établi sans le consentement des États généraux assemblés.

2° Qu'il soit statué que les États généraux auront lieu de droit, de cinq ans en cinq ans, sans pouvoir être retardés ni séparés par quelque autorité que ce soit.

3° Que l'impôt ou les impôts qui seront établis ne le seront que pour cinq ans, c'est-à-dire jusqu'à la prochaine tenue des États généraux, lequel impôt ou impôts cesseront d'être exigibles si lesdits États généraux périodiques n'ont pas lieu.

4° Les mêmes députés solliciteront l'abolition entière de tous les privilèges des nobles, ecclésiastiques et gens en place.

5° L'abolition de la gabelle, ce désastreux impôt, fléau surtout de ce canton voisin de la Bretagne ; également l'abolition à l'entier des tailles, capitations, vingtièmes, des droits de traite intérieure du royaume, aides et droits y réunis, francs-fiefs, centième denier des successions collatérales, contrôle ou modification des droits d'icelui, ventes exclusives des tabacs et généralement de tous droits dont la perception est dispendieuse et arme le citoyen contre le citoyen.

6° Que pour remplacer ces impôts et droits, il soit établi par les États généraux une capitation personnelle, une taxe foncière et une d'exploitation, lesquels impôts frapperont indistinctement et sans aucun privilège ni immunité sur tous les citoyens des trois ordres, qui seront tous compris dans les mêmes rôles, lesquels seront faits et arrêtés par les municipalités de chaque ville et paroisse.

7° Qu'il soit établi dans cette province des États provinciaux, et dans chaque ville et dans chaque paroisse des municipalités, de la manière qui sera jugée la plus utile par les États généraux ; que chaque municipalité soit chargée de collecter les impôts, qui seront versés à l'assemblée provinciale et ensuite directement au trésor royal.

8° Que la corvée en nature soit totalement abolie.

9° Les mêmes députés solliciteront aussi à l'entier l'abolition des justices et polices seigneuriales, des droits de chasse et de pêche exclusifs, droits de rachat, de banalité, des fresches seigneuriales ; l'établissement du pouvoir de franchir tous cens, rentes et devoirs seigneuriaux, féodaux et ecclésiastiques, savoir ceux en argent au denier vingt, et ceux en grain et autre nature au denier trente ; la réforme de la Coutume d'Anjou, surtout pour ce qui concerne les droits féodaux et le droit de tuer, au moins chacun dans son champ, les lapins et autres animaux nuisibles à l'agriculture.

10° Demanderont aussi l'établissement de justices ou barres royales dans l'Anjou, surtout une à Craon, lesquelles ressortiront au présidial ou bailliage qui sera établi dans la capitale de cette province, qui jugera en dernier ressort, jusqu'à 6000 livres, et par provision jusqu'à 10 000 livres.

11° Que les charges et offices cessent d'être vénaux, mais soient donnés pour récompense du mérite et de sa vertu.

12° Que la noblesse ne puisse plus s'acquérir que par services réels rendus à l'État.

13° Que la mendicité soit extirpée ; que dans chaque paroisse il soit établi un bureau de charité pour la subsistance des pauvres et infirmes, lesquels pourront en même temps être chargés de l'instruction de la jeunesse gratis ; que pour doter ces bureaux, il y soit réuni quelques bénéfices isolés ou des biens ecclésiastiques des monastères ou chapitres peu utiles qui seront supprimés ou réformés.

14° Que chaque curé soit doté convenablement des mêmes biens et revenus, ou de toute autre manière que ce soit, de façon qu'on puisse abolir le casuel et les dîmes, ensemble les quêtes des vicaires.

15° Que les emplois civils, militaires, ecclésiastiques soient possédés indistinctement de manière que la noblesse n'ait pas de préférence et le Tiers-État plus d'exclusion.

16° Que les cours souveraines soient composées des trois Ordres de l'État, et que la moitié soit attribuée au Tiers-État.

17° Que lors de l'assemblée des États généraux, les suffrages soient pris par tête plutôt que par ordre.

18° Que si, lors de l'assemblée préliminaire du 9 de ce mois, d'autres paroisses ont formé des doléances non prévues en ces présentes et qui tendent au bien de l'État, à la prospérité de la Nation et à la gloire de Sa Majesté, les députés de cette paroisse pourront consentir qu'elles soient ajoutées au cahier général et y adhérer.

19° Que si la dotation des curés par les moyens ci-dessus indiqués n'était pas admise aux États généraux, les mêmes députés demanderont que les dîmes, cette récompense et subsistance des curés, rentrent dans leur ordre naturel ; en conséquence, qu'elles soient rendues aux curés à qui elles appartiennent de droit. Ce sera le moyen de le mettre dans le cas d'être plus utiles, de s'associer des coopérateurs et de soulager leurs pauvres, qui sont multipliés dans ce canton et surtout dans cette paroisse à cause du fardeau énorme des impôts.

Fait, clos et arrêté le présent cahier de doléances en l'assemblée générale de La Chapelle, tenue sous le chapiteau du vestibule de ladite église, le sixième jour de mars 1789.